

MARS 2011

LA PARLOTE

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

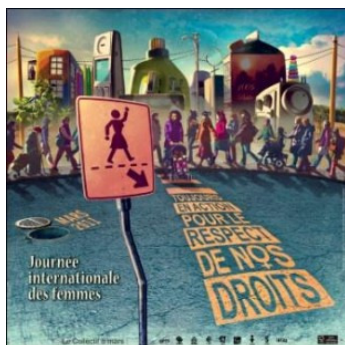
8 MARS 2011

« *TOUJOURS EN ACTION* »

POUR LE RESPECT DE NOS DROITS »

Dans ce numéro :

Consultation pour l'égalité	2
20 ans d'actions et d'analyses féministes	3
Séminaire sur l'image corporelle des femmes	4
Produits de beauté « anti-âge » dès 8 ans?	4
Plan de lutte à la pauvreté	5
Revisiter le travail des femmes	5
Besoins des proches aidantEs	6
Récrire l'égalité	6
Invitation à un souper-conférence	7
Revisiter le travail des femmes (suite)	7
Tribunal populaire	8



Le mouvement des femmes est toujours en action et mobilisé. Dans les suites de la Marche mondiale des femmes 2010, nous poursuivons notre lutte pour le bien commun et nos droits.

Cette année, le thème du 8 mars évoque un vent de droite, une conjoncture politique austère qui se manifeste par de nombreuses attaques envers notre système public de santé, l'éducation, les droits des femmes, pour ne nommer que ceux-là.

Un contexte politique propice aux reculs

Au Québec, le gouvernement est en train de déconstruire le système de santé et de services publics. L'imposition d'une taxe à la santé et la privatisation progressive du régime public frappe les femmes de plein fouet, car un grand nombre d'entre elles vivent dans la précarité économique et ne sont

pas en mesure de payer ces frais, pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Le mouvement des femmes insiste pour que le gouvernement instaure un impôt progressif plutôt que régressif.

Les conditions pour se prévaloir du droit à l'éducation, une autre revendication importante pour les féministes, sont aussi en train de s'égrainer, puisque le gouvernement Charest propose une augmentation importante des frais de scolarité. Les conséquences d'une telle augmentation seront désastreuses pour les personnes à faibles revenus, dont les femmes. Cela aura pour effet de compromettre l'accès à l'éducation pour de nombreuses personnes! Or, nous considérons l'éducation comme **un droit**, non un privilège.

Les politiques néolibérales du gouvernement Charest font donc abs-

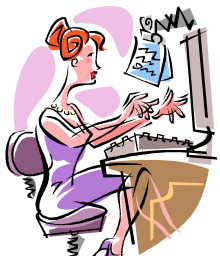
traction des engagements gouvernementaux en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, car les mesures proposées vont consolider et accroître les inégalités existantes.

Au niveau fédéral, nous sommes aux prises avec un gouvernement qui met de l'avant des politiques de droite, nuisibles à l'avancée des conditions de vie des femmes. On n'a qu'à penser aux attaques incessantes des conservateurs contre le libre choix, de leur refus à financer les organisations dont la mission est la défense des droits des femmes. Tout est en place afin d'affaiblir nos organisations.

Ce 8 mars 2011, **le mouvement des femmes est déterminé à poursuivre la lutte pour l'égalité, pour le respect des droits des femmes et à la défense du bien commun.**

NOTRE PARTICIPATION À LA CONSULTATION POUR L'ÉGALITÉ

En janvier avait lieu au Québec, une commission parlementaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette commission avait pour objectif d'établir un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes. La TCMFCQ a participé à la consultation en ligne, afin d'indiquer ses principales préoccupations pour l'égalité entre les femmes et les hommes.



en place des actions issues de la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine*.

- Hausser le salaire minimum à 10.69 \$ l'heure, permettant aux femmes et aux hommes d'atteindre le seuil de faible revenu avant impôt établi par Statistique Canada pour une personne seule.

Pour la promotion de modèles et de comportements égalitaires.

Trop souvent, ces publicités font la promotion de rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes et même infériorisent les femmes. La société doit au contraire mettre de l'avant des images positives de femmes et d'hommes ayant des rapports égalitaires.

Recommandations :

- Encadrer les pratiques publicitaires par des lois qui interdisent ce genre de publicité.
- Mettre en place un comité interministériel élargi qui serait chargé d'élaborer un programme multisectoriel de lutte contre les stéréotypes sexistes, ainsi que l'exploitation sexuelle.

Vers l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

Il existe un écart important entre les revenus des hommes et des femmes et malheureusement, la pauvreté se conjugue au féminin dans tous les groupes d'âge.

Recommandations :

- Reconduire toutes les actions entreprises dans le premier plan d'action, dont la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine* et le soutien financier à la mission des organismes qui œuvrent spécifiquement auprès de la main-d'œuvre féminine.
- S'assurer que dans toutes les régions du Québec les intervenantEs mettent

- Élaborer un plan d'action concerté pour l'accès à l'égalité impliquant, entre autres, le ministère de l'Éducation et Emploi-Québec, pour favoriser l'accès pour les femmes à des choix non stéréotypés menant à des emplois plus rémunérateurs.

Vers une meilleure conciliation famille/travail/étude.

La difficulté de concilier les responsabilités familiales, la vie personnelle et le travail mène encore aujourd'hui trop de femmes à l'épuisement et à une insécurité financière.

Recommandations :

- Que le gouvernement élabore et mette en œuvre une véritable politique familiale globale et à portée transversale et la moduler en fonction des milieux de vie ruraux ou urbains.

Pour des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes.

La privatisation et la tarification grandissante menacent l'accessibilité et l'universalité du système de services sociaux et de santé et portent atteinte à l'égalité des femmes.

Recommandations :

- Mettre fin à toute forme de tarification et maintien de la gratuité et de l'universalité du système public de santé.
- Que le MCCCCF fasse les représentations nécessaires auprès du MSSS pour démontrer comment la privatisation accrue et la tarification des servi-

ces sociaux et de santé sont une attaque au droit à l'égalité pour les femmes.

Vers une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles.

Les femmes sont sous-représentées dans les instances décisionnelles, que ce soit aux paliers nationaux, régionaux ou municipaux. Ainsi, aux dernières élections municipales, les femmes représentaient 27 % de toutes les personnes élues.

Recommandations :

- Entreprendre une véritable réforme du mode de scrutin qui favorisera l'émergence d'un pluralisme politique et l'équité de représentation des femmes et des hommes.
- Reconduire le programme *À l'Égalité pour décider* en lui accordant le financement suffisant et récurrent mettant fin au financement par projet.

Régionalisation de l'action gouvernementale en matière d'égalité.

La mise en place de 21 ententes spécifiques sur l'égalité a permis grandement la régionalisation de la politique avec la contribution essentielle des groupes de femmes, ainsi qu'un financement adéquat.

Recommandations : Favoriser la signature d'ententes quinquennales pour l'égalité des femmes en région, augmenter leur financement et intégrer d'autres critères d'attribution pour la contribution du MCCCCF.

- Appuyer financièrement les groupes de femmes impliqués dans ces démarches, notamment les Tables régionales de concertation de ces groupes.
- Alléger les processus administratifs et la reddition de comptes de ces ententes.

REGARDS SUR 20 ANS D' ACTIONS ET D' ANALYSES FÉMINISTES

Les 27 et 28 mai prochains, soyez nombreuses à participer à l'événement « Regards sur 20 ans d'actions **féministes** ». Cet événement constituera la première étape des *États généraux de l'action et de l'analyse féministes!*

Pourquoi des États généraux de l'action et de l'analyse féministes?

Depuis le dernier grand rendez-vous de réflexion à grande échelle qu'était le forum « Pour un Québec féminin pluriel », les **féministes** sont loin d'avoir chômé.

- Après avoir été de toutes les luttes depuis des décennies;
- Après avoir organisé plusieurs événements d'envergure, dont la Marche « Du pain et des roses »;
- Après avoir marché avec les femmes du monde entier avec la Marche mondiale des femmes;
- Avec l'émergence de nouveaux enjeux, nouvelles pratiques et nouvelles idées;
- Devant la force du mythe de « l'égalité déjà atteinte »;
- Devant les attaques aux droits des femmes;
- Devant l'idée véhiculée que le féminisme est dépassé.

Le moment est venu pour que notre mouvement se donne un temps de réflexion pour faire le point sur



nos actions et nos diverses analyses, ceci afin de renouveler nos priorités, nos stratégies et formes d'actions pour faire face aux défis de notre époque, mais aussi, pour rappeler l'importance des actions et analyses féministes et souligner notre fierté de s'en revendiquer.



Des États généraux représentatifs de la diversité des féministes

À l'appel de la Fédération des femmes du Québec, les *États généraux de l'action et de l'analyse féministes* veulent mobiliser des milliers de **féministes** de toutes origines, de tous les milieux, régions, capacités, âges et orientations sexuelles, des centaines de groupes de femmes et de groupes sociaux pour créer des espaces de discussion et de réflexion sur les enjeux qui interpellent les **féministes** à l'heure actuelle.

Un processus sur deux ans

Ces *États généraux*, moment historique dans l'histoire **féministe** du Québec, ne seront pas un événement unique, mais seront un grand remue-méninge étalé sur plus de deux ans. Lancés en mai 2011 avec « Regards sur 20 ans d'actions **féministes** », les États généraux seront ponctués de plusieurs rendez-vous et

consultations culminant avec un grand forum des femmes à l'automne 2013.

« **Regards sur 20 ans d'actions et d'analyses féministes** » sera donc le premier lieu de réflexion, de débats et de consultation des *États généraux*.

Plus d'informations à venir!

D'autres détails vous seront acheminés dans les prochaines semaines sur les thématiques et enjeux abordés dans les ateliers, sur les modalités entourant le choix des membres du comité consultatif et les coûts et modalités d'inscription pour l'événement « Regards sur 20 ans d'actions et d'analyses **féministes** » !

Ce grand remue-méninge ne peut commencer sans vous!

Le féminisme de demain a besoin de vous!
Inscrivez-vous dès maintenant !

Pour plus de détails, contactez la Fédération des femmes du Québec ou consultez leur site Web au www.ffq.ca

Vous pouvez trouver cet article sur le site Web de la FFQ

LE POIDS DE LA PERCEPTION SUR LA SANTÉ DES FEMMES

Le 11 février, dernier la Table de concertation du Mouvement des femmes Centre-du-Québec tenait, à l'école secondaire La Découverte de St-Léonard-d'Aston, son tout premier séminaire sur l'image corporelle des femmes intitulé « Le poids de la perception sur la santé des femmes ».



entre les différentes actrices de la région préoccupées par cette action.

- Inciter des engagements de la part des participantes pour la mise en place d'actions.

Pourquoi s'inquiéter de la santé des femmes en particulier?

Les femmes subissent depuis toujours des pressions supplémentaires et sont victimes de stéréotypes sexistes quant à leur image corporelle. Cette situation entraîne nombre d'exigences sociales qui ont un impact certain sur leur santé physique et mentale, et ce, quel que soit leur âge.

Par ce séminaire, la TCMFCQ voulait :

- Favoriser la sensibilisation, la concertation et le partenariat

Une journée bien chargée

Tout d'abord un monologue *I'm too sexy...* a permis de présenter, avec humour et un brin d'ironie, les quatre grands sujets de notre séminaire, soit : les publicités sexistes, l'hypersexualisation, les interventions esthétiques, ainsi que les troubles alimentaires.

Par la suite, une intervenante du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes a présenté une conférence intitulée « Le marché de la beauté... un enjeu de santé publique ». Elle y est allée de statistiques impressionnantes concernant les industries de l'amaigrisse-

ment et de la chirurgie esthétique. Elle a aussi fait part des impacts néfastes de l'hypersexualisation sur la santé des jeunes filles.

En après-midi, les 28 participantes se sont retrouvées en ateliers. À l'aide du « Cahier de participation », elles ont pu discuter des quatre grands thèmes du séminaire et ainsi dégager des pistes d'actions. La plénière qui a suivi a permis de mettre en commun celles-ci et de nommer un comité responsable de les actualiser

Les pistes d'action

En plénière, les participantes ont convenu de former un comité de vigilance, dont le mandat principal serait d'actualiser les actions proposées sur les quatre thèmes. Il verrait entre autres à développer des outils régionaux en s'appuyant sur ce qui existe déjà et à établir un partenariat le plus large possible.

Des produits de beauté « anti-âge » pour fillettes de 8 ans

Le géant de la distribution américaine Walmart va lancer une gamme de beauté 100 % naturelle et parfaitement « anti-âge » pour les fillettes de 8 ans, baptisée GeoGirl.

La cible de la gamme des 70 nouveaux produits GeoGirl, que la marque décrit comme respectueuse de l'environnement et donc « approuvée par les mères » vise les 8-12 ans, les préadolescentes. La marque ajoute que cette



gamme plaira aux filles qui veulent de « vrais cosmétiques », mais avec des produits naturels.

Les produits sont non seulement naturels, mais aussi avec un actif anti-âge grâce à des antioxydants, ce qui est plus qu'étonnant étant donné l'âge visé par la gamme.

Parmi les produits GeoGirl, on

note des blushs, des mascaras, des crèmes scintillantes pour le visage et le corps, des nettoyants. Ils seront disponibles en février. Tous les produits coûtent moins de 5 \$.

Une question demeure

Quelle préadolescente âgée de 8 à 12 ans a besoin de produits anti-âge?

Article de Cyberpresse, 1^{er} février 2011

PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ

À l'automne 2010, le MESS lançait un nouveau plan gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale. Plan qui avait fait, rappelons-nous, l'objet d'une consultation, parfois houleuse, dans toutes les régions du Québec.

Une régionalisation

Ce nouveau plan propose de régionaliser une bonne partie du volet de solidarité sociale de la lutte à la pauvreté. On vise ainsi à rapprocher « les décisions des milieux locaux et régionaux... en soutenant et en accompagnant les acteurs locaux et régionaux et en accentuant la mobilisation et la concertation entre ceux-ci. »⁽¹⁾

Pour ce faire, chaque région s'est vu attribuer 70 000 \$ pour élaborer un plan d'action régional de lutte à la pauvreté dans le cadre « d'Alliances pour la solidarité ». Celles-ci ont la responsabilité de concerter les partenaires.

Pour les cinq prochaines années, ce sont 115 millions, centralisés à Québec dans le FQIS (Fonds qué-

bécois d'initiatives sociales) administré par le SA-CAIS, qui seront redistribués en région selon une approche de type populationnelle. Ce sont les partenaires régionaux qui décideront des projets acheminés au FQIS, selon qu'ils répondent aux normes du FQIS et en fonction des priorités déterminées en région.

Au Centre-du-Québec, cette alliance est composée, entre autres, de la CRÉCQ, du CRDS et d'Emploi-Québec.

Une obligation pour l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS)

Le nouveau plan portera une attention particulière à la situation des femmes et des hommes, car « les actions envisagées dans ce cadre doivent, dans leur conception et leur mise en œuvre, viser à prendre en compte les réalités propres aux femmes et aux hom-

Nous ne pouvons que souligner positivement l'exigence de l'application de l'ADS sur ce plan de lutte. La prise en compte de la spécificité des femmes et des hommes est nécessaire ici, compte tenu des écarts de revenus de 73,8 % entre les femmes et les hommes

mes, en appliquant, notamment, une analyse différenciée selon les sexes... ce qui favorise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. »⁽²⁾

De plus, certaines mesures ont été ciblées plus particulièrement pour l'ADS et les ministères et organismes concernés

par ces mesures se sont engagés à l'application de l'ADS lors de leur mise en œuvre et à diffuser l'information différenciée quant à leurs effets sur les femmes et les hommes.

(1) Le Québec mobilisé contre la pauvreté Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, page 7

(2) Idem, page 12

REVISITER LE TRAVAIL DES FEMMES

Ce sera le thème de la neuvième édition de l'Université féministe d'été organisée dans le cadre du DESS en études féministes de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Ce sera l'occasion de revisiter les concepts et les analyses féministes relativement au travail et de réfléchir ensemble aux enjeux actuels et futurs pour les femmes et l'égalité.

Bien que des progrès indénia-

bles aient été accomplis dans la scolarisation des femmes et que les femmes contemporaines valorisent l'autonomie personnelle et économique que leur procure la participation soutenue au marché du travail, l'égalité hommes-femmes n'est atteinte ni sur le marché du travail ni dans la vie privée.



Malgré des efforts soutenus pour élargir et diversifier l'éventail professionnel féminin, les femmes, au Nord comme au Sud, demeurent très minoritaires ou carrément absentes des postes décisionnels et les nouvelles catégories d'emplois considérées comme stratégiques pour le développement économique.

Suite de l'article en page 7

Besoins des proches aidantEs

La Table régionale de concertation des aînéEs du Centre-du-Québec dévoilait, le 7 février dernier, les résultats d'une étude qu'elle a menée dans le but de documenter la réalité des proches aidantEs au Centre-du-Québec et de



dresser un portrait de leurs besoins. Conséquemment, la Table régionale et les partenaires du milieu sont maintenant mieux outillés pour mener des actions visant à répondre à certains besoins identifiés par les proches aidantEs de la région.

Le quotidien des personnes proches aidantes, majoritairement des femmes (86 % contre 14 % d'hommes) est exigeant et les besoins sont nombreux. En 2010, 78 % des proches aidantEs ont de 50 à 79 ans et plus de la moitié prennent soin de la personne aidée sur une base constante et permanente. Sans compter que pour une majorité, le revenu familial se situe en dessous des 30 000 \$ par année et que le rôle

de proche aidantE entraîne des dépenses. Bien que certaines personnes aidantes reçoivent de l'aide du CLSC, de la famille ou d'autres ressources, le nombre d'heures

reçues par semaine est insuffisant pour plusieurs. La lourdeur de la tâche fait en sorte qu'un fort pourcentage de personnes proches aidantes considère que leur rôle entraîne des conséquences négatives sur leur santé, qu'elles ont moins de sorties qu'avant et qu'elles se sentent déprimées.

Pour les aider à assumer leur rôle, les personnes aidantes aimeraient obtenir davantage d'aide, entre autres, pour le répit ainsi que pour les soins d'hygiène personnelle et domestiques. Elles souhaiteraient également obtenir davantage d'information et participer à des groupes d'entraide et de soutien.

À la lumière de ces informations, la Table régionale croit que la

mise sur pied de regroupements de proches aidantEs au Centre-du-Québec est nécessaire, afin de briser leur isolement et d'améliorer leur qualité de vie. La Table régionale travaillera sur ce projet en concertation avec les organismes du milieu, ceci dans le but d'offrir aux proches aidants un lieu d'entraide et d'échange et ainsi favoriser la création d'un réseau de contacts.

Autrefois appelé aidantE naturelLE, unE proche aidantE est définiE comme étant toute personne de l'entourage qui apporte un soutien significatif, continu ou occasionnel, à titre de non-professionnel, à une personne ayant une incapacité. Il peut s'agir d'un membre de la famille ou d'unE amiE. De 70 % à 85 % de l'aide requise pour le maintien à domicile d'une personne aînée est assumée par unE proche aidantE.

Les personnes aidantes sont majoritairement de sexe féminin (86 % contre 14 % d'hommes).

Récrire l'égalité : Le Tribunal des Femmes du Canada (TFC)

Le Tribunal des femmes du Canada (TFC) est un projet novateur réunissant des avocates, des universitaires et des militantes pour récrire littéralement la jurisprudence en matière d'égalité, telle que définie dans la *Charte canadienne des droits et libertés*.



S'inspirant du mot célèbre d'Oscar Wilde selon lequel « notre seul devoir à l'égard de l'histoire est de la récrire », le TCF agit en qualité du tribunal virtuel qui « réexamine » les arrêts importants touchant l'égalité

et rend des décisions différentes. L'objectif consiste à formuler des conceptions nouvelles de l'égalité substantive dans le cadre de décision juridique. Si vous voulez plus d'informations, voir sur leur site Web à womenscourt.ca/fr/

Texte tiré de Net Femmes, créé par le CDÉAF

INVITATION À UN SOUPER-CONFÉRENCE

Le 15 mars prochain, la TCMFCQ organise un souper-conférence avec madame Louise Harel. Elle viendra nous entretenir de son expérience politique.

Son parcours politique

Chef de Vision Montréal, Louise Harel est maintenant chef de l'Opposition officielle de la Ville de Montréal. Députée de la circonscription montréalaise d'Hochelaga pendant 27 ans,



Louise Harel fut plusieurs fois ministre sous différents gouvernements du Parti québécois, chef de l'opposition officielle, chef par intérim de son parti et la toute première femme présidente de l'Assemblée nationale. Son travail politique se démarque par son intégrité et son humanité.

**Venez vous inspirer
du parcours d'une femme
de tête et de cœur
Mardi 15 mars 2011
17 h 30**

Au Victorin Hôtel et Congrès
19, boul. Arthabaska Est,
Victoriaville
Coût : 25 \$

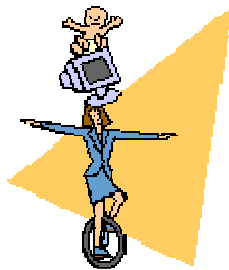
Inscriptions : 819-758-8282

Revisiter le travail des femmes (suite de la page 5)

Elles sont par contre majoritaires dans les emplois dits atypiques, notamment à temps partiel, et dans les activités situées au bas de la hiérarchie professionnelle et des échelles salariales, avec les conséquences qui en découlent pour elles, sur le plan économique à la retraite. La pauvreté ne se trouve pas que parmi les personnes sans emploi; la « précarité » est devenue un concept clé pour rendre compte du travail de nombreuses catégories de femmes partout dans le monde.

L'accès même au marché du travail est-il vraiment assuré pour toutes les catégories de femmes? De quelles protections sociales bénéficient au juste les travailleuses des divers secteurs? Comment l'augmentation des besoins découlant de l'allongement de la vie et l'insuffisance des politi-

ques sociales affectent-elles les conditions de travail des femmes, qui, dans les familles comme dans les établissements privés, demeurent les principales responsables des activités de soin aux personnes? Qu'on en parle en terme de conciliation travail-famille, d'articulation public-privé, d'aménagement du temps et des emplois, d'interpénétration, d'équilibre ou de conflits, les rapports entre activités professionnelles et responsabilités familiales ne demeurent-ils pas un enjeu fondamental pour les femmes?



Cela dit, au-delà des analyses socioéconomiques et des constats inquiétants, quel sens les femmes elles-mêmes donnent-elles aujourd'hui au travail et à leur propre travail? Quelles stratégies mettent-elles de l'avant pour affronter la conjoncture

actuelle? L'Économie sociale et des modes de vie alternatifs qui remettent en question les rapports au travail salarié se développent

au Québec et ailleurs; quelles leçons pouvons-nous en tirer? Quelles luttes sont à poursuivre et à prévoir pour le travail des femmes et l'égalité des sexes?

La 9^e édition de l'Université féministe d'été permettra de réviser les concepts et analyses féministes relativement au travail et de réfléchir ensemble aux enjeux pour les femmes et l'égalité.

Les rapports entre activités professionnelles et responsabilités familiales ne demeurent-ils pas un enjeu fondamental pour les femmes?

Article tiré du site Web de l'Université féministe d'été :
www.fss.ulaval.ca/universitefeministedete/

Une force collective
pour l'égalité...

TCMFCQ
19-A, rue de Courval
Victoriaville
G6P 4W2

Téléphone : 819-758-8282
Télécopie : 819-758-7624
Messagerie :
coordo@femmescentreduquebec.qc.ca

Site Web

www.femmescentreduquebec.qc.ca



Pour souligner la Journée internationale des femmes, le CSF lance son édition en format de poche du *Portrait des Québécoises en 8 temps*.

Quelques exemplaires sont disponibles à la TCMFCQ. Vous n'avez qu'à communiquer avec nous pour en recevoir une copie. On peut également télécharger le document sur le site du CSF.

La Gazette des femmes souligne également la Journée internationale des femmes dans son numéro de mars-avril disponible sur leur site Web dès le 8 mars. On y présente un dossier sur les difficultés que doit surmonter le mouvement des femmes au Québec et au Canada.

Tribunal populaire sur l'exploitation sexuelle commerciale

Entendre les femmes dans la prostitution, agir ensemble contre l'exploitation. Voilà le cri de ralliement des membres de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) depuis sa création. Après cinq ans de développement d'outils d'éducation et plus de trois ans de présence sur le terrain, la CLES souhaite inscrire à l'ordre du jour une réflexion sur l'exploitation sexuelle commerciale et son impact sur la lutte contre la violence envers les femmes. Du 18 au 20 mars 2011, à l'UQAM, la CLES vous invite à mettre l'industrie du sexe au banc des accusés lors d'un **Tribunal populaire sur l'exploitation sexuelle commerciale**, le premier du genre au Québec et possiblement au monde.

Sous le regard attentif d'un jury composé de personnes œuvrant dans différents secteurs de la société civile québécoise, le Tribunal accueillera des témoignages de femmes originaires de différentes provinces canadiennes, incluant des femmes autochtones, dont plusieurs ont un vécu personnel en lien avec l'exploitation sexuelle. Le Tribunal compte également sur la présence d'invitées du milieu institutionnel ou du monde militant, œuvrant à l'échelle nationale ou internationale dans diverses organisations.

Le Tribunal représente une opportunité unique pour des échanges



de vies et d'expérience entre des personnes et organismes issus des groupes communautaires, incluant le mouvement des femmes, du monde de l'éducation, du réseau de la santé et des services sociaux, du milieu juridique ainsi que les décideurs de tous les paliers gouvernementaux.

Pour prendre part au Tribunal populaire, nous vous invitons donc à vous inscrire via notre site Web www.lacles.org où vous trouverez toute l'information requise.

Article tiré d'une lettre de promotion écrite par Sandrine Ricci, coordonnatrice du Tribunal